



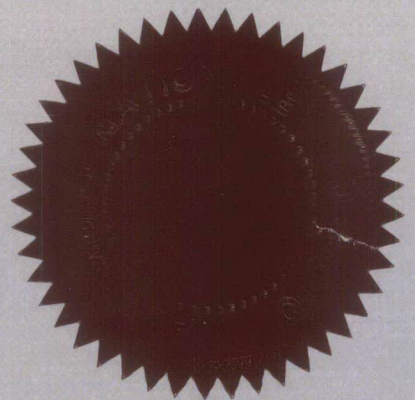
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
ᑲᑦ ᐃᑎᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᑲᑦ ᐃᑲᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐃᑲᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

ASSEMBLÉE NATIONALE
no 682-0061121
Version française

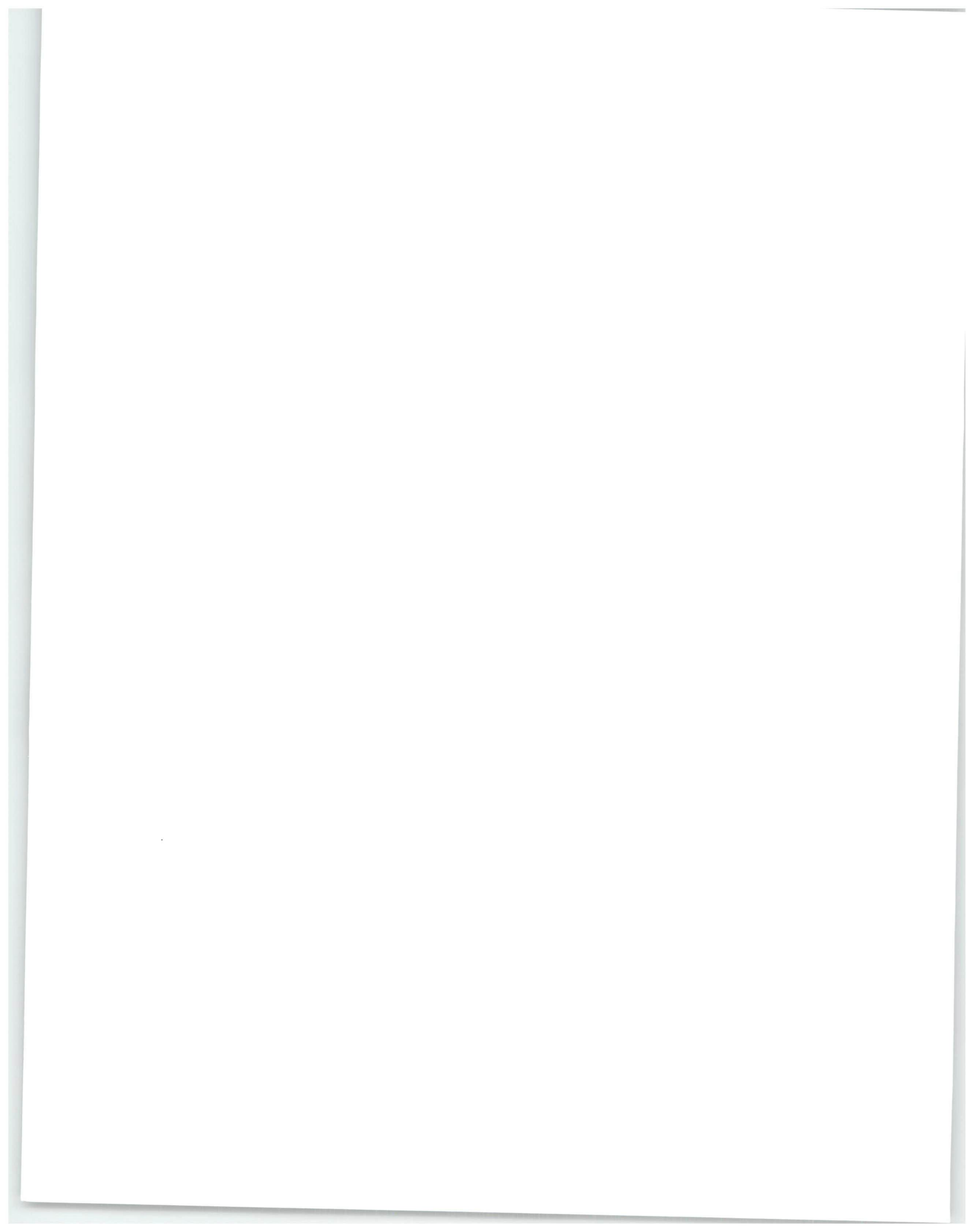
RAPPORT ANNUEL

2005-2006

COMITÉ CONSULTATIF POUR
L'ENVIRONNEMENT
DE LA BAIE JAMES



KAWIISHUWAITEKWA ISTCHEE WIISHUWEWIN



RAPPORT ANNUEL

2005 - 2006

**COMITÉ CONSULTATIF POUR
L'ENVIRONNEMENT
DE LA BAIE JAMES**

KAWIISHUWAITEKWA ISTCHEE WIISHUWEWIN

Ce rapport est disponible sur le site Internet du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ). Le site contient une mine d'informations concernant le mandat et les activités du CCEBJ.

Adresse : www.ccebj-jbace.ca

ᐅᑦᑦᑦᑦᑦ ᑦᑦᑦᑦᑦ
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James
James Bay Advisory Committee on the Environment

Bienvenue

Sommaire | À propos du Comité | Publications | Organisation | Liens | Interaction | Projets | English

Soutenir et améliorer le régime de protection de l'environnement et du milieu social du territoire de la Baie James

Sommaire

Le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ), constitué de représentants des gouvernements du Canada, du Québec et des Cris, a été mis sur pied pour conseiller ces gouvernements quant à l'adoption de politiques, de lois, de règlements ou de mesures pouvant affecter l'environnement ou la société cris. Le CCEBJ doit également surveiller l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social établi par la *Convention de la Baie James et du Nord québécois* de 1975. Ce régime prévoit une participation spéciale des Cris au processus d'évaluation des impacts de projets de développement.

Projet hydroélectrique Eastmain 1-A/dérivation Rupert

La documentation des organismes d'examen peut être consultée au lien suivant :
www.bio-pio.qc.ca/

Les documents du promoteur sont également disponibles :
www.hydroquebec.com/eastmain1a/fr/

Bulletin du CCEBJ

8 mai 2006

- [Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones](#)
- [Formation de près de 300 auxiliaires cris de protection de la faune](#)

Conception Web: [Expression Multimedia](#)
Photos: [Cooper Digital Productions](#)

On peut également obtenir un exemplaire de ce rapport en communiquant avec le secrétariat :

CCEBJ
383, rue Saint-Jacques, bureau C-220
Montréal (Québec) H2Y 1N9

☎ (514) 286-4400
📠 (514) 284-0039

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN
ISSN

TABLE DES MATIÈRES

Lettre aux ministres de l'environnement et au Grand Chef	iii
MOT DE LA PRÉSIDENTE	v
MANDAT DU CCEBJ	3
TERRITOIRE D'APPLICATION DU RÉGIME DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU MILIEU SOCIAL (CHAPITRE 22)	4
ACTIVITÉS DU CCEBJ EN 2005-2006	5
1. Gestion durable des matières résiduelles.....	5
<i>a. Soutien au projet pilote de Wemindji.....</i>	5
<i>b. Collecte des pneus usés</i>	5
<i>c. Admissibilité aux programmes de recyclage</i>	6
2. Rapport d'étude sur le processus d'évaluation et d'examen en terres de catégorie I.....	6
3. Coordination des interventions en foresterie	6
4. Aires protégées et parcs.....	6
<i>a. Mise en œuvre de la Stratégie sur les aires protégées</i>	6
<i>b. Modifications législatives</i>	7
5. Initiatives de planification territoriale	7
6. Consultation sur le Plan de développement durable.....	7
7. Présence sur le Territoire	8
CONCLUSION	8
ANNEXE 1 - COMPOSITION ET RÉUNIONS DU CCEBJ	9
ANNEXE 2 - ORIENTATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE (2005-2007)	
ET RÉSULTATS	11
ANNEXE 3 - RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN EN TERRES DE CATÉGORIE I.....	13
ANNEXE 4 - ÉTATS FINANCIERS 2005-2006	16
ANNEXE 5 - COMPOSITION ET RÉUNIONS DU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEVA)	25
ANNEXE 6 - TABLEAU DES PROJETS PRÉSENTÉS AU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEVA) ET AU COMITÉ D'EXAMEN (COMEX).....	26

Le 1^{er} juin 2006

Madame Rona Ambrose
Ministre de l'Environnement du Canada

Monsieur Claude Béchar
Ministre du Développement durable, de l'Environnement
et des Parcs du Québec

Monsieur Matthew Mukash
Grand Chef
Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee)

Madame, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous transmettre le rapport des activités du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James pour l'année se terminant le 31 mars 2006.

Veillez agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes sentiments distingués.

La présidente,



Ginette Lajoie

MOT DE LA PRÉSIDENTE



Cette année marque le 30^{ième} anniversaire de la signature de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et par le fait même, de la création d'un régime de protection de l'environnement et du milieu social adapté au Territoire. Des changements considérables ont affecté le Territoire pendant cette période, principalement sous l'impulsion du développement hydroélectrique, forestier et minier. Le CCEBJ, de par son mandat de surveillant du régime, s'est intéressé à plusieurs dossiers depuis sa création, fournissant des avis à tous les paliers de gouvernements (fédéral, provincial et cris).

Compte tenu du spectre très large du mandat qu'il doit accomplir, le Comité a donc opté pour une approche plus ciblée qui diminue le risque de diluer ses efforts. C'est dans cette optique qu'il s'est doté d'un premier plan stratégique en 2005. Au cours de l'année écoulée, nous avons mis l'accent sur la gestion durable des matières résiduelles et l'amélioration de l'évaluation environnementale en milieu nordique. De plus, il est important de souligner que ce travail a été accompli en collaboration avec les organismes du milieu, notamment la communauté de Wemindji. Cette approche nouvelle pour le Comité est prometteuse.

Je tiens à remercier mes collègues du Comité consultatif pour leur appui. Je les encourage à persévérer malgré l'ampleur du défi. Nous aurons la chance au cours des prochains mois de soumettre aux signataires de la Convention nos recommandations sur la première mise à jour des listes de projets depuis l'existence de la procédure.

La présidente,

A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'Ginette Lajoie'. The signature is fluid and cursive.

Ginette Lajoie

Le 16 mai 2006



MANDAT DU CCEBJ

Dans le cadre de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ)*, le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James (CCEBJ) a pour rôle de conseiller les gouvernements¹ quant à l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social. À cet égard, les gouvernements doivent consulter le CCEBJ quant aux projets de lois, de règlements ou de politiques pouvant affecter ce régime, y compris les règlements sur l'utilisation des terres.

Le CCEBJ peut présenter des recommandations afin de rendre ces projets compatibles avec les dispositions du chapitre 22 de la Convention; celui-ci énonce les principes directeurs du régime auxquels les gouvernements et les comités concernés doivent accorder une attention particulière. Nous y retrouvons, entre autres, les mécanismes de participation des Cris ainsi que la protection des droits et des garanties établis en leur faveur en vertu du régime de chasse, de pêche et de piégeage de la CBJNQ.

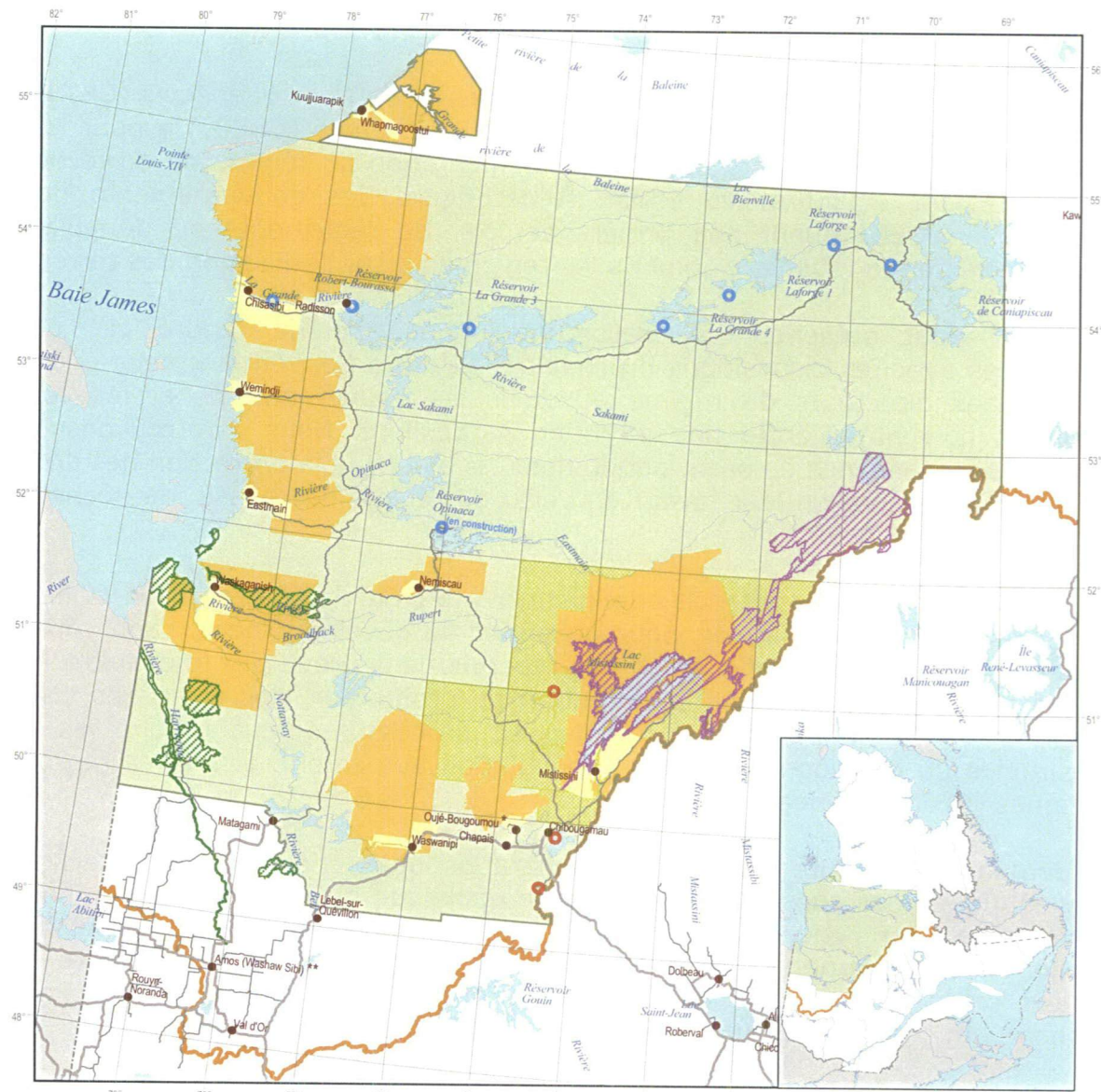
Le CCEBJ assure la surveillance administrative du Comité d'évaluation (COMEV)². Ce dernier peut recommander, pour un projet de développement, l'application du processus d'évaluation et d'examen des répercussions prévu par le chapitre 22. Le cas échéant, le COMEV émet, à l'intention du promoteur, des directives visant à cerner la portée de l'examen du projet. Le processus vise à réduire les effets indésirables du développement sur la population autochtone et sur les ressources fauniques (CBJNQ; alinéa 22.2.2b).

Sur demande, le Comité fournit à l'Administration locale crie les données techniques et scientifiques, les conseils ou l'assistance technique qu'il obtient des organismes gouvernementaux concernés (alinéa 22.3.33) En outre, le CCEBJ informe de ses décisions les gouvernements, les sociétés d'État oeuvrant sur le Territoire et les comités créés en vertu de la CBJNQ pour que ceux-ci y donne suite. Enfin, il présente un rapport annuel de ses activités aux parties signataires de la Convention.

¹ Le gouvernement fédéral, le gouvernement du Québec, l'Administration régionale crie ou les conseils des Premières nations crie.

² Voir les annexes 5 et 6 de ce rapport.

Territoire d'application du régime de protection de l'environnement et du milieu social



- Territoire d'application du régime
- Terres de catégorie I cries
- Terres de catégorie II cries
- Limite sud du territoire de la CBJNQ
- Frontière interprovinciale

* Les terres de catégorie I et II d'Oujé-Bougourou font l'objet de pourparlers
 ** Amos est le siège provisoire de l'association des Eeyou de Washaw Sibi

- Centrale hydroélectrique
- Mine active
- Réserve faunique
- Parc national projeté
- Aire protégée

Sources

Division territoriale, territoire faunique et site minier MRNF 2006
 Territoire protégé MDDEP 2006

Réalisation

Direction générale de l'information géographique
 Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, juin 2006

Métadonnées

Projection cartographique Conique de Lambert avec deux parallèles d'échelle conservée (46° et 60°)

0 100 km



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
 James Bay Advisory Committee on the Environment
 ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

ACTIVITÉS DU CCEBJ EN 2005-2006

Le CCEBJ a déjà commencé à récolter les fruits d'une première année d'application du Plan stratégique 2005-2007³. Source d'une plus grande cohésion dans ses actions, les consensus générés autour du Plan ont permis de contribuer, entre autres, au projet pilote de recyclage de Wemindji.

Par ailleurs, le dépôt du rapport d'étude concernant le processus d'évaluation et d'examen appliqué en terres de catégorie I, puis l'adoption de 12 recommandations à cet égard, constituent une étape importante dans la mise à jour du régime de protection de l'environnement et du milieu social.

1. Gestion durable des matières résiduelles

a. Soutien au projet pilote de Wemindji

Le CCEBJ s'est associé aux organismes du milieu afin de favoriser la gestion intégrée des matières résiduelles. En collaboration avec la Première nation crie de Wemindji et l'Administration régionale crie (ARC), il a élaboré un projet pilote de recyclage des matières résiduelles pour cette communauté.

Le CCEBJ a embauché deux stagiaires en appui à cette initiative : d'abord, Jean-François Luc Vachon, un étudiant au deuxième cycle universitaire, qui a oeuvré sur le terrain pendant trois semaines. Puis, Andrew Biron, étudiant au niveau collégial et originaire de Wemindji.

De concert avec l'administrateur local en environnement (ALE), Johnny Mark, les stagiaires ont mené une campagne de sensibilisation à la gestion durable qui a suscité une excellente participation de la communauté. Par ailleurs, ils ont élaboré, avec le support de M. Mark, un projet de plan de gestion des matières résiduelles pouvant servir de modèle pour l'ensemble des communautés du territoire conventionné⁴.

À l'automne 2005, M. Vachon a maintenu son engagement, à temps partiel, en assurant la coordination entre les ALE des communautés et les organismes responsables du recyclage.

b. Collecte des pneus usés



Dans le cadre du programme de vidage des sites de pneus usés, Recyc-Québec a mandaté un transporteur pour la collecte dans les communautés cries. Amorcée à l'été 2004 pour la première fois dans le Territoire, la collecte des pneus s'est poursuivie en 2005. Le CCEBJ, en collaboration avec l'ARC, a facilité la coordination entre les partenaires, si

³ Voir l'annexe 2.

⁴ Disponible sur le site Internet sous la rubrique «Publications – Matières résiduelles».

bien que près de 4000 pneus ont été cueillis dans six communautés. Comme il reste un nombre équivalent de pneus à récupérer, Recyc-Québec entend compléter le vidage des sites de la Baie James en 2006.

c. Admissibilité aux programmes de recyclage

Le CCEBJ a approché le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) afin d'explorer des façons d'étendre au territoire conventionné, et d'adapter au besoin, les programmes de recyclage. Le MDDEP a répondu favorablement en proposant la mise sur pied d'un groupe de travail à cet égard.

2. Rapport d'étude sur le processus d'évaluation et d'examen en terres de catégorie I

Le CCEBJ a octroyé un mandat pour examiner l'application du processus d'évaluation et d'examen en terres de catégorie I⁵. L'étude présentée accorde une place prépondérante aux commentaires des principaux intervenants, notamment les promoteurs locaux, les administrations locales et régionales, les comités nordiques, les agences gouvernementales de même que les consultants⁶.

Donnant suite à ces travaux, le CCEBJ a adopté douze recommandations visant notamment la gestion environnementale des projets, le renforcement des capacités locales et les

⁵ Il s'agit de la catégorie de terres mises de côté à l'usage exclusif des Cris de la Baie James.

⁶ Le rapport d'étude est disponible sur le site Internet sous la rubrique «Publications – Processus d'évaluation et d'examen».

mécanismes de consultation des communautés. Au cours de l'année 2006-2007, le CCEBJ mettra l'emphasis sur la mise à jour des listes de projets assujettis ou soustraits au processus.

3. Coordination des interventions en foresterie

En vertu de son mandat, le CCEBJ doit étudier les plans généraux d'aménagement forestier (PGAF) avant leur approbation par le ministre des Ressources naturelles et de la Faune (alinéa 22.3.34). Or, depuis la signature de l'Entente concernant une nouvelle relation entre les Cris et le Québec (ENRQC), le Conseil Cris-Québec sur la foresterie a également pour rôle de réviser les plans.

Comme un nouveau PGAF doit être déposé pour chaque unité d'aménagement forestier du Territoire de la Baie James d'ici avril 2007, le CCEBJ a rencontré des représentants du Conseil afin de prévenir, autant que possible, le dédoublement des tâches.

4. Aires protégées et parcs

a. Mise en œuvre de la Stratégie sur les aires protégées

Le CCEBJ encourage les mesures de conservation des écosystèmes exceptionnels. C'est pourquoi il a invité le MDDEP à expliquer comment la Stratégie québécoise sur les aires protégées répond aux caractéristiques du Territoire de la Baie James.

Cette Stratégie vise à assurer la protection de 8% du territoire québécois en 2005. À ce jour, c'est plutôt 5,8% de la superficie du Québec qui a obtenu le statut de protection,

dont 3,2% du territoire de la Baie James.

Le CCEBJ s'est montré préoccupé par le retard dans la mise en œuvre de la Stratégie sur le Territoire. Le MDDEP prévoit toutefois l'annonce de nouveaux projets de parcs, de réserves de biodiversité et de réserves aquatiques⁷. Dans certains cas, comme pour le projet Paakumshumwau de Wemindji, il s'agit d'initiatives des communautés crie.

b. Modifications législatives

Le CCEBJ a été consulté à propos d'un projet de modifications législatives relatives à la *Loi sur les parcs* et à *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*. Ces modifications



auraient pour effet, entre autres, de créer le statut de «parc projeté» en attendant l'octroi d'un statut définitif de protection. Par ailleurs, afin d'éviter les dédoublements, un mécanisme d'harmonisation s'appliquerait aux projets de parcs ou d'aires protégées assujettis à plusieurs procédures de consultation, notamment le processus d'évaluation et d'examen de la CBJNQ. Le CCEBJ entend formuler des commentaires concernant ces propositions au cours du printemps 2006.

⁷ Voir la carte en page 4.

5. Initiatives de planification territoriale

Pour l'heure, aucun plan d'affectation n'énonce les orientations gouvernementales pour le Territoire de la Baie James. Le Comité entend s'impliquer dans le processus d'élaboration de ce plan afin de s'assurer qu'il respecte les principes directeurs du régime de protection de l'environnement et du milieu social. Le CCEBJ a invité le ministère des Ressources naturelles et de la Faune à entreprendre, de concert avec les organismes représentatifs du milieu,

l'élaboration d'un tel plan afin d'encadrer les divers types de développement sur le Territoire. Le CCEBJ a également recommandé l'adoption, par les Premières nations crie, de schémas d'aménagement applicables aux terres de catégorie I.

En fait, il est nécessaire de rappeler que le territoire de la Baie James demeure le seul au Québec où l'aménagement du territoire n'est pas encadré par un schéma d'aménagement.

6. Consultation sur le Plan de développement durable

Dans le cadre de la consultation sur le Plan de développement durable du gouvernement du Québec, le CCEBJ a présenté un mémoire afin de proposer que le projet de loi fasse référence aux principes directeurs du régime de protection de l'environnement et du milieu social de la CBJNQ. Déjà en

1975, ce régime adhérait aux principes du développement durable.

En outre, le Comité trouvait important d'établir un mécanisme d'arrimage entre les fonctions d'un éventuel commissaire au développement durable et le mandat de surveillance du CCEBJ.

Le gouvernement du Québec n'a pas retenu ces propositions au moment d'adopter la Loi sur le développement durable.

7. Présence sur le Territoire

Le CCEBJ souhaite que ses rencontres sur le Territoire permettent d'affermir son intervention dans des domaines ciblés. Dans le cas de la consultation sur le Plan de développement durable, le Comité s'est rendu à Oujé-Bougoumou, puis à Chibougamau afin d'y présenter son mémoire.

De plus, la rencontre du CCEBJ à Wemindji, en janvier 2006, a permis de souligner son engagement dans le projet pilote de recyclage des matières résiduelles. L'administrateur local en environnement de Wemindji et un stagiaire du CCEBJ y ont présenté l'état du projet aux membres du Conseil de la Première nation ainsi qu'à ceux du Comité.

En outre, la présidente a fait une présentation éclairante concernant le rôle du CCEBJ et les mécanismes d'évaluation environnementale et sociale de la CBJNQ. De telles rencontres permettent de mieux faire comprendre le rôle du CCEBJ et les mécanismes d'évaluation environnementale et sociale de la CBJNQ et

d'être à l'écoute des besoins des communautés.

CONCLUSION

Les orientations à réaliser au cours de l'année qui vient appelleront la collaboration des membres et des partenaires. À cet égard, les acquis de 2005-2006 constituent un gage de succès.

D'une part, le CCEBJ devra assurer, auprès des partenaires, le suivi de ses interventions passées. Il s'agit, entre autres, de la gestion durable des matières résiduelles et des recommandations concernant le processus d'évaluation et d'examen en terres de catégorie I.

D'autre part, le Comité a fait part de son intention de proposer une mise à jour de l'ensemble du processus d'évaluation et d'examen. Pour l'année 2006-2007, la révision des listes de projets assujettis ou soustraits (annexes 1 et 2 du chapitre 22) s'avère prioritaire.

ANNEXE 1

COMPOSITION ET RÉUNIONS DU CCEBJ

A. Composition du CCEBJ

Membres nommés par l'Administration régionale crie (ARC) :

Glen Cooper, ARC

George L. Diamond, Commission crie de la Santé et des Services sociaux

Ginette Lajoie, ARC, présidente

Diom Romeo Saganash, ARC, vice-président

Membres nommés par le gouvernement du Canada :

François Boulanger, Agence canadienne d'évaluation environnementale (jusqu'au 31 janvier 2006)

Annie Déziel, Agence canadienne d'évaluation environnementale (à compter du 1^{er} février 2006)

Chantal Leblanc-Bélanger, Affaires indiennes et du Nord Canada

Maryse Lemire, Pêches et Océans Canada (à compter du 12 septembre 2005)

Claude Saint-Charles, Environnement Canada

Gilles H. Tremblay, Pêches et Océans Canada (jusqu'au 11 septembre 2005)

Membres nommés par le gouvernement du Québec :

Guy Demers, ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Marian Fournier, ministère des Ressources naturelles et de la Faune, secteur Forêt

Pierre Moses, Municipalité de la Baie-James

Membre d'office du Comité conjoint de chasse, de pêche et de piégeage :

Willie Iserhoff, ARC

B. Secrétariat

Marc Jetten, secrétaire exécutif
Louise Bélanger, agente de secrétariat
Jean-François Luc Vachon, stagiaire
Andrew Biron, stagiaire

C. Réunions du CCEBJ

En 2005-2006, le Comité s'est rencontré à quatre reprises :

140^e réunion	Montréal, le 6 avril 2005;
141^e réunion	Québec, le 7 juin 2005;
142^e réunion	Montréal, le 12 octobre 2005;
143^e réunion	Wemindji, le 25 janvier 2006.



ANNEXE 2

ORIENTATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE (2005-2007) ET RÉSULTATS

<i>Enjeu</i>	<i>Orientations</i>	<i>Résultats</i>
<p>PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN DES IMPACTS DE PROJETS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser les listes de projets assujettis au processus ou exemptés conformément aux alinéas 22.5.1 et 22.5.2 de la CBJNQ. • Élaborer un modèle de consultation plus adapté aux communautés du Territoire conventionné. • Favoriser l'intégration des savoirs traditionnels autochtones à l'évaluation environnementale et sociale. • Étudier la pertinence des mécanismes actuels de suivi des projets après leur construction. • Favoriser l'harmonisation des processus d'évaluation environnementale, notamment en fonction des dispositions prévues dans la CBJNQ. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévu en 2006-2007. • Recommandation concernant un mécanisme renforcé de prise en compte des préoccupations de la communauté lors des étapes clés d'un projet. • - • Recommandation pour la préparation d'un plan de gestion qui prévoit les mécanismes de mise en œuvre des mesures d'atténuation • -
<p>DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir l'intégration et la coordination des différentes démarches d'aménagement du Territoire. • Examiner la pertinence de tenir compte des considérations environnementales et sociales par le biais de l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) des politiques, plans et programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lettre au MRNF à l'égard de l'état d'avancement des travaux pour le plan d'affectation et des initiatives similaires • -

<i>Enjeu</i>	<i>Orientations</i>	<i>Résultats</i>
GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES	<ul style="list-style-type: none"> • Préconiser un cadre réglementaire adapté à la Baie James et favorisant la gestion durable. • Promouvoir l'établissement de programmes de recyclage, de récupération et de réemploi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Lettres au MDDEP et à Recyc-Québec concernant l'admissibilité aux programmes de recyclage. • Appui concret au projet pilote de Wemindji; • Coordination entre les Premières nations cries et les recycleurs.
FORESTERIE	<ul style="list-style-type: none"> • Clarifier la portée du rôle et du mandat du CCEBJ dans le contexte de la mise en œuvre de l'ENRQC. • Favoriser la collaboration avec les nouvelles instances de l'ENRQC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Priorité à l'utilisation des terres, aux savoirs traditionnels, à la biodiversité et à la surveillance législative. • Rencontre et partage d'informations avec le Conseil Cris-Québec sur la foresterie.
QUALITÉ DE L'EAU POTABLE	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les gouvernements locaux à l'importance de promouvoir l'application de normes ou de standards appropriés pour la santé publique. 	<ul style="list-style-type: none"> • -

ANNEXE 3

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'EXAMEN EN TERRES DE CATÉGORIE I

A. PLANIFICATION ET CHEMINEMENT DES PROJETS

Recommandation 1	<p>Que l'Administration régionale crie (ARC) continue d'informer les administrateurs locaux en environnement (ALE) et les autorités locales quant au cheminement correct des dossiers entre les divers comités :</p> <ul style="list-style-type: none">• De concert avec les administrations fédérale et provinciale, le CCEBJ élaborera des orientations communes à cet égard.
Recommandation 2	<p>Les processus d'affectation de fonds pour les projets devraient être revus de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• Ils doivent inclure des dispositions pour les études et les suivis environnementaux;• Les cycles de financement doivent refléter les cycles de planification et de réalisation des projets.
Recommandation 3	<p>Inclure dans le contenu des études la préparation d'un plan de gestion environnementale et sociale qui prévoit les mécanismes de mise en œuvre et de contrôle des différentes mesures d'atténuation proposées, ainsi que le suivi de leur efficacité.</p>
Recommandation 4	<p>Réunir à intervalles réguliers en séminaire ou en assemblée spéciale des décideurs des communautés, des promoteurs et des bailleurs de fonds pour établir un cadre commun de planification et de gestion des projets qui favorise l'intégration des préoccupations environnementales et l'application des processus de la CBJNQ.</p>

B. RENFORCEMENT DES CAPACITES LOCALES

Recommandation 5	Renforcer les capacités des administrateurs locaux en environnement (ALE) en établissant un standard professionnel pour le poste et en offrant une formation de base aux nouveaux ALE.
Recommandation 6	Systématiser l'appui opérationnel et technique offerts par l'ARC et les gouvernements aux communautés.
Recommandation 7	Examiner différentes façons de donner aux ALE des outils les aidant à affirmer leur autorité dans les communautés : <ul style="list-style-type: none">• la création d'un « forum » des ALE;• la préparation d'un code d'éthique des ALE;• la préparation de politiques opérationnelles à l'usage des promoteurs;• l'élaboration de guides pour les promoteurs et pour le public, incluant les critères utilisés au tamisage et le contenu attendu pour les études (général et/ou par secteur et/ou suivant l'envergure des projets).

C. CADRE REGLEMENTAIRE

Recommandation 8	Initier un processus de révision des listes annexes du Régime, en portant une attention particulière aux projets d'infrastructures de type « municipal ».
Recommandation 9	Afin d'assurer la gestion adéquate des ressources naturelles et de l'environnement, les gouvernements locaux respectifs devront adopter, dans un délai raisonnable, un schéma d'aménagement pour les terres de catégorie I.

D. CONSULTATION DES COMMUNAUTES

Recommandation 10	Renforcer le mécanisme permettant à la communauté, y compris les maîtres de trappe, de faire connaître les préoccupations locales lors des étapes clés d'un projet : <ul style="list-style-type: none">• lors de la préparation des directives pour l'étude d'impacts (tamisage);• lors de l'examen.
Recommandation 11	Examiner le fonctionnement et l'efficacité des moyens de consultation/participation mis en œuvre dans le cadre de projets antérieurs.
Recommandation 12	Rendre publics et facilement accessibles les registres des projets et des décisions.



Cooper Digital Productions

ANNEXE 4

ÉTATS FINANCIERS 2005-2006

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

ÉTATS FINANCIERS ET
RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

AU 31 MARS 2006

Rapport de mission d'examen	1
Bilan	2
État des activités financières	3
État du surplus accumulé	4
Notes complémentaires	5 - 7
Renseignements complémentaires Dépenses d'exploitation	ANNEXE A



RAPPORT DE MISSION D'EXAMEN

Aux membres du
COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

Nous avons procédé à l'examen du bilan du COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES au 31 mars 2006, ainsi que des états des activités financières et du surplus accumulé de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en ayant recours à des traitements différentiels dont peuvent se prévaloir les organismes sans obligation publique de rendre des comptes, comme il est décrit à la Note 2 afférente aux états financiers. Notre examen a été effectué conformément aux normes d'examen généralement reconnues du Canada et a donc consisté essentiellement en prises de renseignements, procédés analytiques et discussions portant sur les renseignements qui nous ont été fournis par l'organisme.

Un examen ne constitue pas une vérification et, par conséquent, nous n'exprimons pas une opinion de vérificateurs sur ces états financiers.

Au cours de notre examen, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que ces états financiers ne sont pas conformes, à tous les égards importants, aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

A handwritten signature in cursive script, appearing to read 'Ruel Giroux Dorion'.

RUEL GIROUX DORION
comptables agréés

Victoriaville,
le 27 juin 2006

79, Notre-Dame Est, Victoriaville (Québec) G6P 3Z4 - Téléphone: (819) 758-6236 - Télécopieur~ (819) 758-9274
5385, 1 ière Avenue, Charlesbourg (Québec) GIH 2V5 Téléphone: (418) 648-8741 -Télécopieur: (418) 648-0955

Société en participation

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES**BILAN
AU 31 MARS 2006
(Non vérifié)**

	2006	2005
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	33 657 \$	42 468 \$
Débiteurs (note 4)	72 926	7 661
Frais payés d'avance	<u>1 829</u>	<u>2 454</u>
	108 412	52 583
PLACEMENTS (note 5)	422 116	452 062
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 6)	<u>9 554</u>	<u>11 746</u>
	540 082 \$	516 391 \$
	<u> </u>	<u> </u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et frais courus (note 7)	34 989 \$	62 947 \$
AVOIR DU COMITÉ		
Surplus accumulé	<u>505 093</u>	<u>453 444</u>
	540 082 \$	516 391 \$
	<u> </u>	<u> </u>
ENGAGEMENT CONTRACTUEL (note 8)		

SIGNATURE DE L'ADMINISTRATEUR

 _____, administrateur

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES**ÉTAT DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006
(Non vérifié)**

	2006	2005
REVENUS		
Subvention	251 000 \$	251 000 \$
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (ANNEXE A)	<u>204 933</u>	<u>185 815</u>
SURPLUS DE FONCTIONNEMENT	46 067	65 185
	_____	_____
AUTRES ACTIVITÉS FINANCIÈRES		
Revenus d'intérêts	3 989	8 543
Autres revenus	<u>1 593</u>	<u>1 593</u>
	5 582	10 136
	_____	_____
SURPLUS DE L'EXERCICE	<u>51 649 \$</u>	<u>75 321 \$</u>

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

**ÉTAT DU SURPLUS ACCUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006
(Non vérifié)**

	<u>2006</u> <u>TOTAL</u>	<u>2005</u> <u>TOTAL</u>
SURPLUS ACCUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	453 444 \$	378 123 \$
AFFECTATIONS	-	-
SURPLUS DE L'EXERCICE	<u>51 649</u>	<u>75 321</u>
SURPLUS ACCUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>505 093 \$</u>	<u>453 444 \$</u>

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2006

(Non vérifié)

1. STATUTS CONSTITUTIFS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a été institué en vertu du chapitre 22 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois et en vertu du chapitre 2 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2). La principale activité de cet organisme est d'étudier et surveiller l'administration du régime de protection de l'environnement et du milieu social régi par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Information différentielle

L'organisme a choisi, avec le consentement unanime de ses membres, d'établir ses états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada, en appliquant les traitements différentiels décrits ci-dessous auxquels peuvent avoir recours les organismes sans obligation publique de rendre des comptes:

Instruments financiers

L'organisme a choisi de ne pas fournir d'informations sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers lorsque celle-ci ne peut être déterminée facilement. La juste valeur des autres actifs et passifs a été déterminée comme suit:

La juste valeur de l'encaisse, des sommes à recevoir, des effets à payer, des emprunts bancaires, des frais courus, des dividendes à payer est équivalente à la valeur comptable étant donné leur échéance.

Placements

Les placements sont comptabilisés au coût.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative respective selon les méthodes et les taux suivants:

Mobilier et équipement	Solde dégressif	20%
Matériel informatique	Solde dégressif	30%

3. ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2006

(Non vérifié)

4. DEBITEURS	<u>2006</u>	<u>2005</u>		
Subvention à recevoir	62 750 \$	- \$		
Taxes	5 403	5 038		
Avance au CCCPP	2 071	2 623		
Avance aux délégations	<u>2 702</u>	<u>-</u>		
	72 926 \$	7 661 \$		
	<u> </u>	<u> </u>		
5. PLACEMENTS				
Dépôt à terme, 1.65%, échéant en septembre 2006	92 000 \$	- \$		
Dépôt à terme, 1.65%, échéant en septembre 2006	129 116	-		
Dépôt à terme, 3.43%, échéant en août 2008	90 000	90 000		
Dépôt à terme, 3.5%, échéant en mai 2009	111 000	111 000		
Dépôt à terme, 1.7%, échu en juin 2005	-	50 062		
Dépôt à terme, 1.75%, échu en octobre 2005	-	11 000		
Dépôt à terme, 1.75%, échu en octobre 2005	-	50 000		
Dépôt à terme, 1.5%, échu en décembre 2005	<u>-</u>	<u>140 000</u>		
	422 116 \$	452 062 \$		
	<u> </u>	<u> </u>		
6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	<u>Coût</u>	Amortis- sement cumulé	2006 Valeur comptable nette	2005 Valeur comptable nette
Mobilier et équipement	11 451 \$	5 495 \$	5 956 \$	4 886 \$
Matériel informatique	10 821	7 223	3 598	6 860
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
	22 272 \$	12 718 \$	9 554 \$	11 746 \$
	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES**NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2006
(Non vérifié)**

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
7. CREDITEURS ET FRAIS COURUS		
Fournisseurs	983 \$	191 \$
Dû au Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	29 134	58 268
Dû au CCCPP	<u>4 872</u>	<u>4488</u>
	<u>34 989 \$</u>	<u>62 947 \$</u>

8. ENGAGEMENT CONTRACTUEL

Le gouvernement du Canada, celui du Québec et l'Administration régionale crie¹⁾ accordent annuellement une subvention de 251 000 \$ au COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES. De ce montant, le CCEBJ doit transférer 30 000 \$ au COMITÉ D'ÉVALUATION afin de défrayer les coûts associés au fonctionnement de son secrétariat dans des bureaux du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Il est à noter que le montant des dépenses excédant 30 000 \$ n'a pas à être défrayé par le CCEBJ. Au cours de l'exercice, les dépenses engagées par le COMEV pour son secrétariat sont les suivantes :

Salaires et avantages sociaux	34 739 \$
Traduction	1 315
Hébergement et repas	141
Courrier et reprographie	<u>38</u>
	<u>36 233 \$</u>

¹⁾ Conformément à l'alinéa 10.5 de l'ENRQC :

« Pour la période comprise entre le 1er avril 2002 et le 31 mars 2002, l'Administration régionale crie contribuera à la moitié de la part du Québec pour le financement des services réguliers et normaux de secrétariat pour le Comité consultatif sur l'environnement de la Baie-James et le Comité d'évaluation prévus au chapitre 22 de la CBJNQ (...) »

9. INSTRUMENTS FINANCIERS**Risque de taux d'intérêt**

L'organisme gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts. Pour les placements à long terme le taux d'intérêt effectif réalisé durant l'exercice varie de 1.65% à 3.5% (2005, 1.5% à 3.5%).

RUEL GIROUX DORION
comptables agréés

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ENVIRONNEMENT DE LA BAIE-JAMES

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006
(Non vérifié)**

	2006	2005
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		
Salaires et charges sociales	72 214 \$	69 616 \$
Télécommunications	2 504	3 485
Loyer (espaces à bureau)	22 045	16 090
Frais de déplacement	10 826	1 119
Traduction	17 751	14 680
Reprographie	4 028	4 655
Frais de messagerie et de poste	1 390	1 351
Fournitures de bureau, ameublement et équipement informatique	5 021	4 075
Expertise et frais de rencontres	1 596	765
Mauvaises créances	-	365
Assurances	415	591
Cotisation, affiliations et congrès	409	760
Honoraires professionnels	1 462	1 435
Honoraires de consultation	30 144	28 016
Formation	1 464	1 201
Frais de site internet	484	4 356
Intérêts et frais bancaires	258	106
Amortissement	<u>2 922</u>	<u>3 149</u>
	174 933	155 815
Dépenses attribuables au COMEV	<u>30 000</u>	<u>30 000</u>
	<u>204 933 \$</u>	<u>185 815 \$</u>

ANNEXE 5

COMPOSITION ET RÉUNIONS DU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMEV)

A. Composition

Membres nommés par le gouvernement du Québec

M. Daniel Berrouard
M^{me} Mireille Paul

Membres nommés par l'Administration régionale crie (ARC)

M. Brian Craik
M. Philip Awashish, président

Membres nommés par le gouvernement du Canada

M. Éric Giroux
M. Jacques Grondin

B. Réunions

En 2005-2006, le Comité s'est rencontré à six reprises :

205^e réunion	Québec, le 28 avril 2005;
206^e réunion	Québec, le 29 juin 2005;
207^e réunion	Montréal, le 14 juillet 2005;
208^e réunion	Montréal, le 14 décembre 2005;
209^e réunion	Montréal, le 7 février 2006;
210^e réunion	Montréal, le 29 mars 2006.

ANNEXE 6

**TABLEAU DES PROJETS PRÉSENTÉS
AU COMITÉ D'ÉVALUATION (COMÉV)
ET AU COMITÉ D'EXAMEN (COMÉX)⁸**

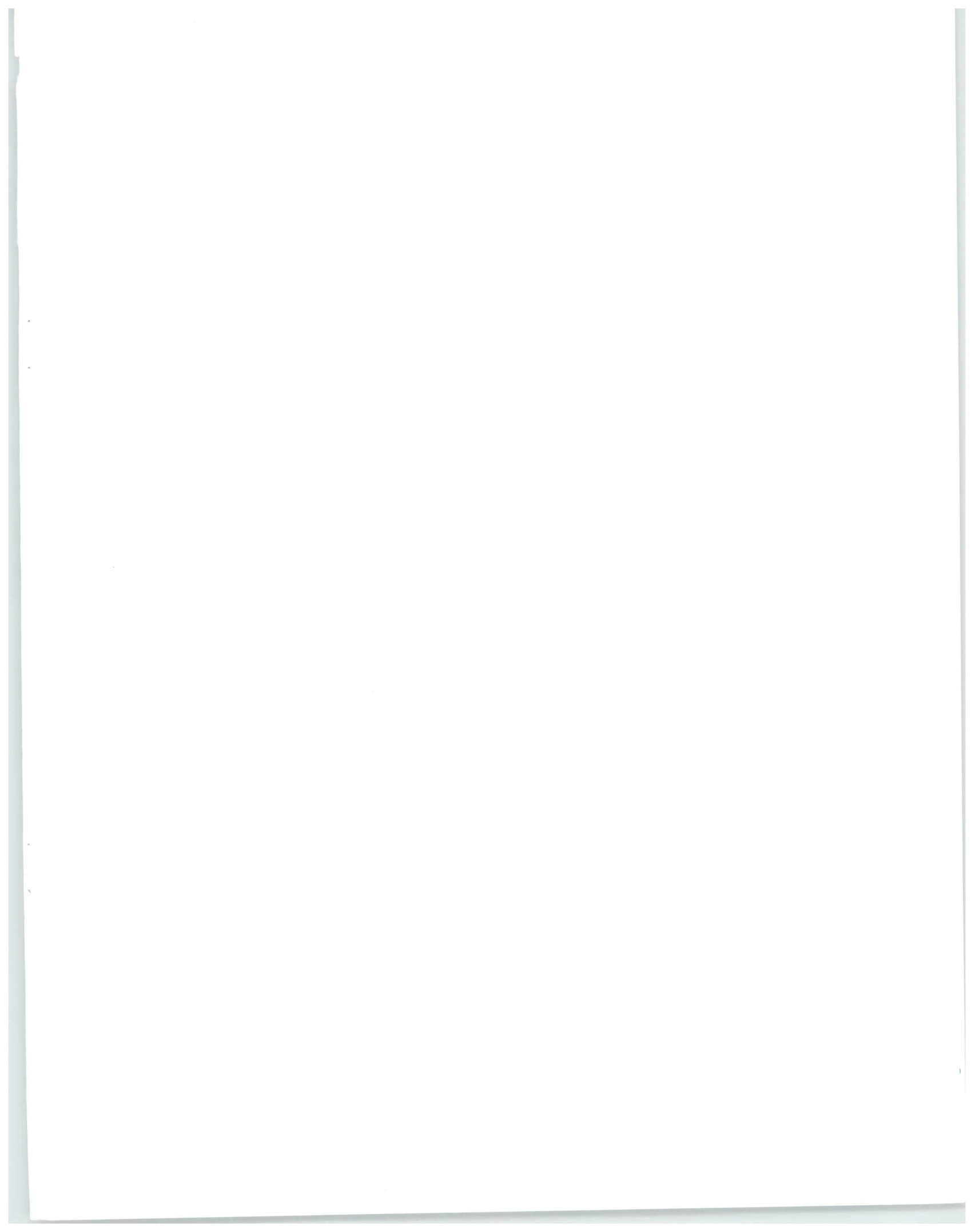
PROJET	INITIATEUR	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMÉV	RECOMMANDATION DU COMÉX
Centrale hydroélectrique Eastmain 1-A / dérivation Rupert	Hydro-Québec	Oui	--	À venir (conjointement avec une commission fédérale)
Mini-centrale hydroélectrique	Pourvoirie Mirage	Oui	--	À venir
Construction et opération d'une usine de poutres lamellées à Mistissini	Nation Crie de Mistissini et Les Chantiers Chibougamau	Oui	--	À venir
Aménagement de sites de pêche traditionnelle dans les rivières Eastmain et à l'Eau Froide	Nation Crie d'Eastmain	Oui	--	À venir
Mise en place d'un quai temporaire à Vieux-Poste	Nation Crie de Waswanipi	Non	--	--
Exploitation du dépôt de vanadium du lac Doré et d'un complexe métallurgique	Ressources McKenzie Bay Ltée	Oui	--	À venir
Projet minier Fénelon	American Bonanza Gold Corp.	Oui	--	À venir
Projet minier Troilus (modification au certificat d'autorisation)	Corporation minière Inmet	Oui	--	Réflexions sur le suivi des effluents à poursuivre

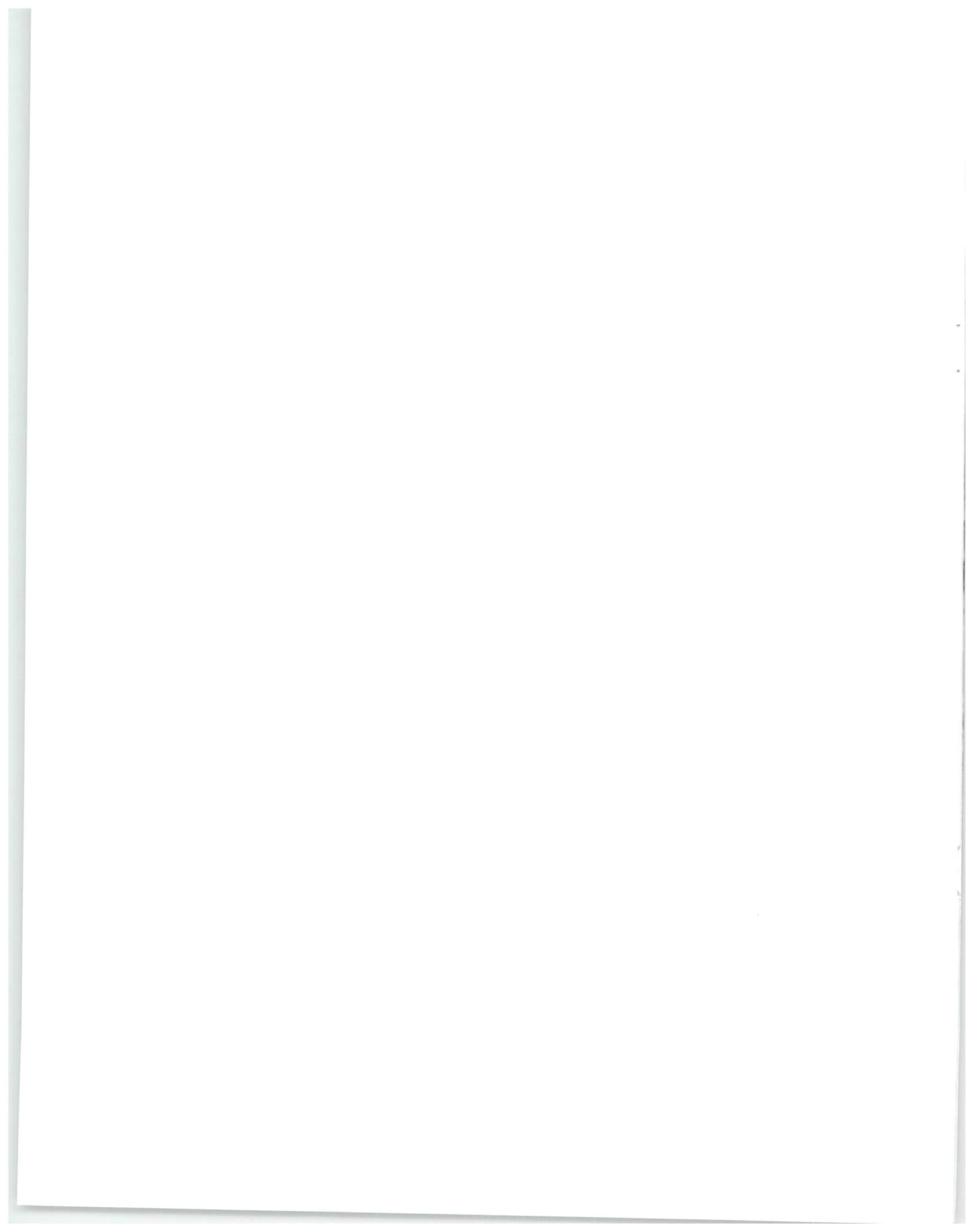
⁸ Aucun projet n'a été présenté au Comité fédéral d'examen (COFEX-Sud) durant l'année 2005-2006.

PROJET	INITIATEUR	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEV	RECOMMANDATION DU COMEX
Exploration minière et mise en valeur (propriété Foxtrot)	Ashton/SOQUEM	Non	Aviser les maîtres de trappe et faire appel, si possible, à la main-d'œuvre crie	-
Exploration minière par échantillonnage en vrac et amélioration d'une route existante sur la propriété Clearwater	Eastmain Resources inc.	--	Complément d'information demandé	--
Production et transformation de viande de porc	Corporation de développement économique de Chapais	Oui	--	À venir
Agrandissement du lieu d'enfouissement sanitaire de Chibougamau	Ville de Chibougamau	Oui	--	À venir
Route d'accès au secteur Broadback	Abitibi Consolidated du Canada	Oui	--	À venir
Parc Albanel-Témiscamie-Otish	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)	Oui	--	À venir
Création de 8 aires protégées	MDDEP	Oui	--	À venir
Réhabilitation de sols contaminés	Les Entreprises Sogersol inc.	Non	Obtenir les autorisations nécessaires s'appliquant à ce type de projet	--
Site d'élimination des cendres provenant de l'incinérateur	Nation Crie de Wemindji	Oui	Étude d'impact à bonifier sur plusieurs aspects avant sa transmission au COMEX	--
Stabilisation des berges de la rivière Eastmain face à la communauté (Phase 2)	Nation Crie d'Eastmain	Non	Obtenir les autorisations nécessaires s'appliquant à ce type de projet	--

PROJET	INITIATEUR	ASSUJETTI AU PROCESSUS	RECOMMANDATION DU COMEV	RECOMMANDATION DU COMEX
Contrôle des insectes piqueurs, campement Némiscau et Eastmain	SEBJ	Non	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les maîtres de trappe à l'avance concernant la période des travaux • Transmettre au COMEV une copie du rapport d'exécution 	--
Contrôle des insectes piqueurs à Radisson (2006-2009)	GDG Environnement (pour la localité de Radisson)	Non	Transmettre une copie du rapport d'exécution	--
Projet éolien de Brisay	Yuddin Energy Inc.	Oui	--	À venir
Projet éolien de Chisasibi	Yuddin Energy Inc.	Oui	--	À venir
Stabilisation des berges, Bloc D, Chisasibi	Hydro-Québec	--	Complément d'information demandé	--
Aménagement d'un terrain élevé à Chisasibi	SEBJ	Non	--	--









Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
James Bay Advisory Committee on the Environment
ᓃ ᐃᓂᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᓃ ᐃᓂᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐃᓂᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱ

ASSEMBLÉE NATIONALE

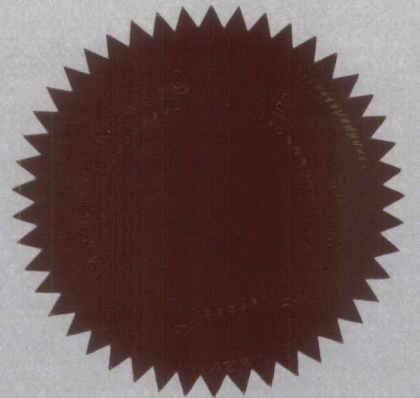
no 682-80061121

Version anglaise

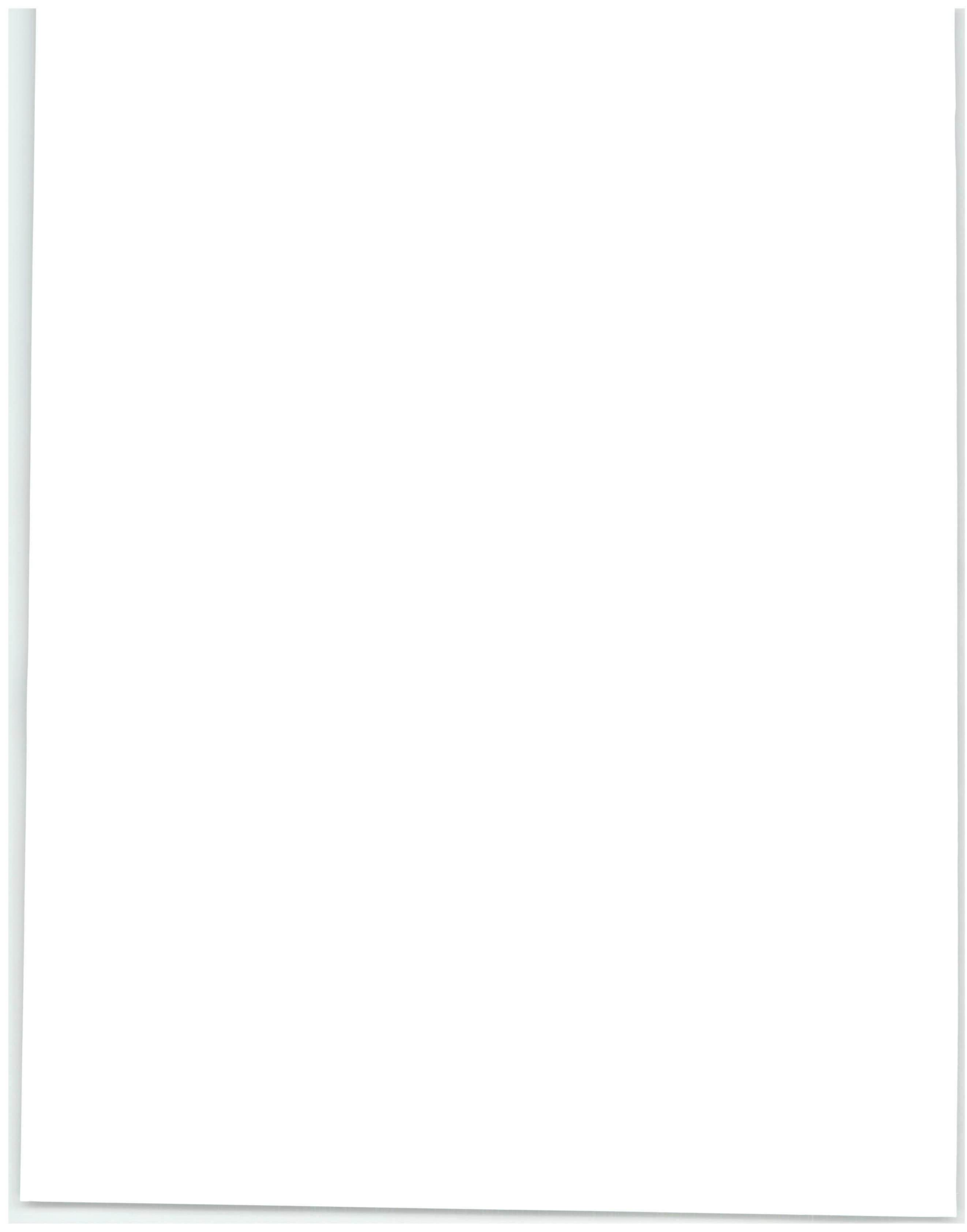
ANNUAL REPORT

2005-2006

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON
THE ENVIRONMENT



KAWIISHUWAITEKWA ISTCHEE WIISHUWEWIN



ANNUAL REPORT

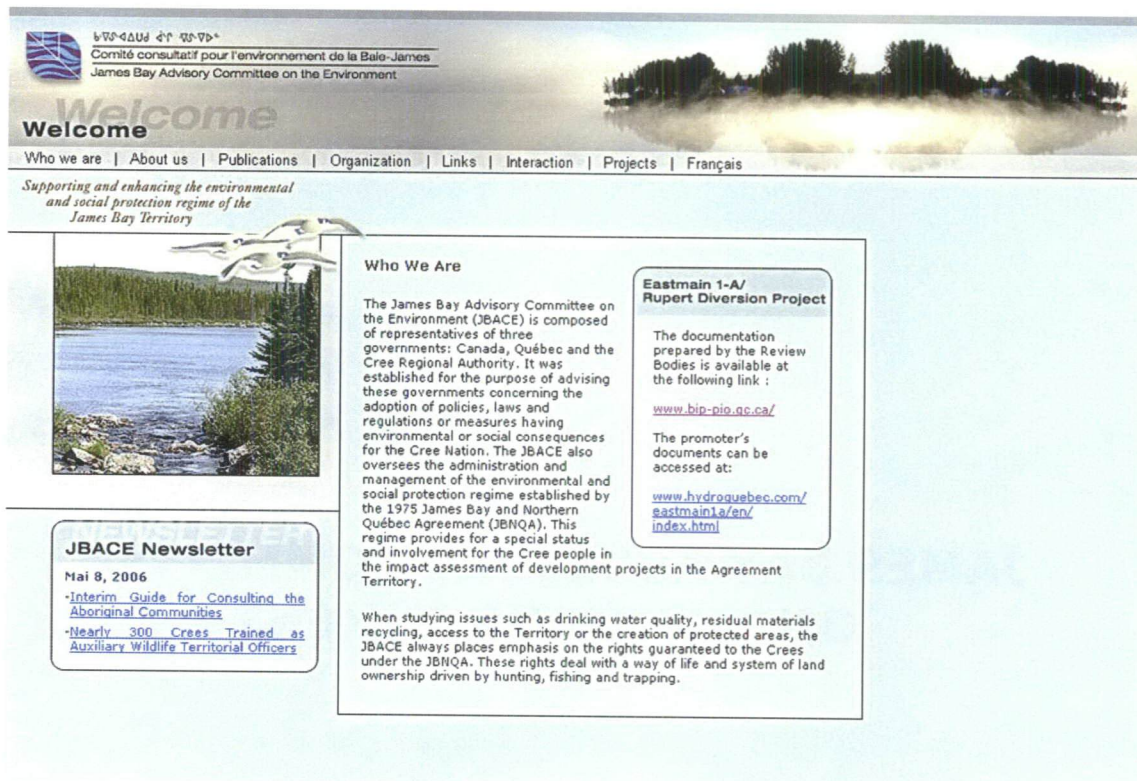
2005 - 2006

**JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE
ON THE ENVIRONMENT**

KAWIISHUWAITEKWA ISTCHEE WIISHUWEWIN

This report is available on the Web site of the James Bay Advisory Committee on the Environment. The site contains a wealth of information pertaining to the Committee's mandate and activities.

Internet address: www.ccebj-jbace.ca



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James
James Bay Advisory Committee on the Environment

Welcome

Who we are | About us | Publications | Organization | Links | Interaction | Projects | Français

Supporting and enhancing the environmental and social protection regime of the James Bay Territory

Who We Are

The James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) is composed of representatives of three governments: Canada, Québec and the Cree Regional Authority. It was established for the purpose of advising these governments concerning the adoption of policies, laws and regulations or measures having environmental or social consequences for the Cree Nation. The JBACE also oversees the administration and management of the environmental and social protection regime established by the 1975 James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). This regime provides for a special status and involvement for the Cree people in the impact assessment of development projects in the Agreement Territory.

When studying issues such as drinking water quality, residual materials recycling, access to the Territory or the creation of protected areas, the JBACE always places emphasis on the rights guaranteed to the Crees under the JBNQA. These rights deal with a way of life and system of land ownership driven by hunting, fishing and trapping.

**Eastmain 1-A/
Rupert Diversion Project**

The documentation prepared by the Review Bodies is available at the following link :
www.bip-pio.qc.ca/

The promoter's documents can be accessed at:
www.hydroquebec.com/eastmain1a/en/index.html

JBACE Newsletter

Mai 8, 2006

- [Interim Guide for Consulting the Aboriginal Communities](#)
- [Nearly 300 Crees Trained as Auxiliary Wildlife Territorial Officers](#)

Copies of this report are also available at the JBACE secretariat:

James Bay Advisory Committee on the Environment
383, rue Saint-Jacques, bureau C-220
Montréal (Québec) H2Y 1N9

☎ (514) 286-4400

☎ (514) 284-0039

Legal deposit
Bibliothèque nationale du Québec
National Library of Canada
ISBN
ISSN

TABLE OF CONTENTS

Letter to the Environment Ministers and Grand Chief of the Crees	iii
CHAIRPERSON'S MESSAGE	v
COMMITTEE MANDATE.....	3
TERRITORY COVERED BY THE ENVIRONMENTAL AND SOCIAL PROTECTION REGIME (SECTION 22)	4
JBACE ACTIVITIES IN 2005-2006	5
1. Sustainable Management of Residual Materials.....	5
<i>a. Support for the recycling pilot project in Wemindji.....</i>	5
<i>b. Used tire collection</i>	5
<i>c. Eligibility for recycling programs.....</i>	6
2. Study Report on the Impact Assessment and Review Procedure for Category I Lands.....	6
3. Coordination of Forestry Action	6
4. Parks and Protected Areas.....	6
<i>a. Implementation of the protected areas strategy.....</i>	6
<i>b. Legislative amendments.....</i>	7
5. Land Use Planning Initiatives	7
6. Consultation on the Sustainable Development Plan.....	7
7. Presence in the Territory	8
CONCLUSION	8
APPENDIX 1 - COMPOSITION AND MEETINGS OF THE JBACE	9
APPENDIX 2 - STRATEGIC DIRECTIONS FOR 2005-2007 AND RESULTS.....	11
APPENDIX 3 - RECOMMENDATIONS REGARDING THE IMPACT ASSESSMENT AND REVIEW PROCEDURE FOR CATEGORY I LANDS.....	13
APPENDIX 4 - FINANCIAL STATEMENTS 2005-2006	16
APPENDIX 5 - COMPOSITION AND MEETINGS OF THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV)	25
APPENDIX 6 - TABLE OF PROJECTS SUBMITTED TO THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV) AND THE REVIEW COMMITTEE (COMEX)	26

June 1, 2006

The Hon. Rona Ambrose
Minister of the Environment of Canada

The Hon. Claude Béchar
Québec Minister of Sustainable Development,
Environment and Parks

Grand Chief Matthew Mukash
Grand Council of the Crees (Eeyou Istchee)

Ministers Ambrose and Béchar:
Grand Chief Mukash:

I am pleased to present the activity report of the James Bay Advisory
Committee on the Environment for the year ended March 31, 2006.

Respectfully submitted,



Ginette Lajoie
Chairperson

CHAIRPERSON'S MESSAGE



This year marks the 30th anniversary of the signing of the James Bay and Northern Québec Agreement and, through it, the establishment of an environmental and social protection regime for the Territory. The Territory has undergone profound changes during this period, driven primarily by hydroelectric, forestry and mining development. Since its inception, the JBACE, as overseer of the regime, has concerned itself with numerous issues and advised all levels of governments (federal, provincial and Cree).

Given the very broad mandate conferred on it, the Committee chose to adopt a more targeted approach that runs less risk of diluting efforts. It is with that aim in mind that the Committee adopted its first strategic plan in 2005. During the past year, we focused on the sustainable management of residual materials and improvement of environmental assessment of northern projects. I would be remiss not to mention that this work was carried out in collaboration with local organizations, particularly the community of Wemindji. This is a new and promising approach to the Committee's work.

I wish to thank my colleagues on the Advisory Committee for their support and I encourage them to persevere despite the sizeable challenge. In the coming months, we will have the chance to present the JBNQA signatories with our recommendations regarding the first-ever revision of the lists of projects automatically subject to and exempt from impact assessment.

A handwritten signature in blue ink, which appears to read "Ginette Lajoie". The signature is stylized and cursive.

Ginette Lajoie

Chairperson

May 16, 2006



Wemindji, January 2006

COMMITTEE MANDATE

One of the roles of the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) under the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) is to advise the responsible governments¹ on the administration of the environmental and social protection regime. To that end, the JBACE must be consulted on proposed laws, regulations, policies or other measures that may affect the regime, including land use regulations.

The JBACE may recommend changes to make these proposals compatible with the guiding principles of the regime set forth in Section 22 of the JBNQA. These principles, which are to be given due consideration by the responsible governments and committees, provide for, among other things, special status and involvement of the Cree people and protection of the rights and guarantees of the Cree people established by and in accordance with the Hunting, Fishing and Trapping Regime of the JBNQA.

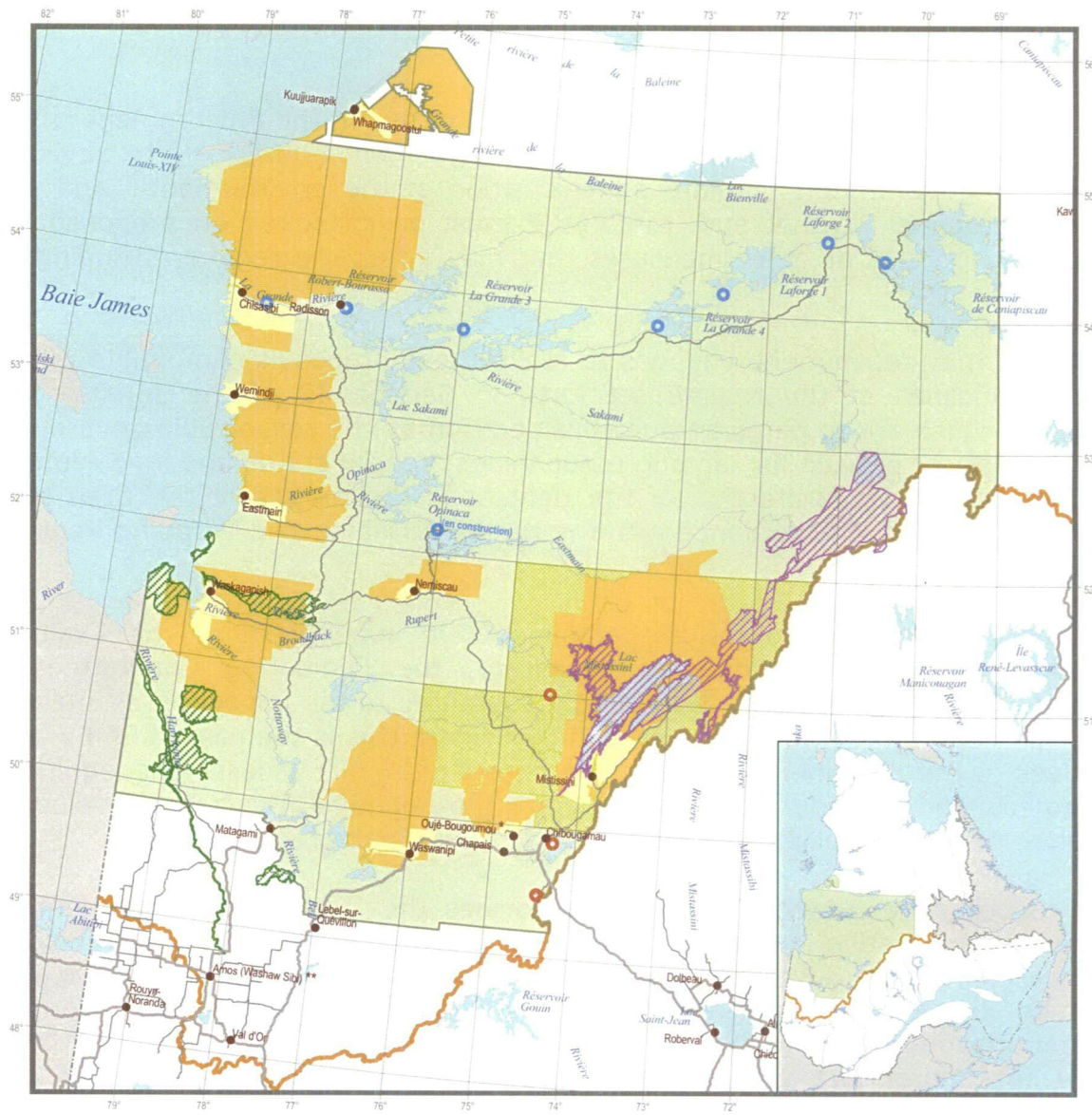
The JBACE is responsible for the administrative supervision of the Evaluating Committee (COMEV).² If deemed necessary, the Evaluating Committee may recommend that a development project be submitted to the impact assessment and review procedure provided for in Section 22. Where this is the case, COMEV issues directives to the proponent regarding the extent of impact assessment required for the project. The procedure aims to minimize the negative impacts of development on Native people and wildlife resources (JBNQA; sub-paragraph 22.2.2 b).

Upon request, the Advisory Committee provides the local Cree government with technical and scientific information, advice or technical assistance, which it obtains from the appropriate government agencies (paragraph 22.3.33). As well, the JBACE transmits its decisions and recommendations to the governments, government corporations operating in the Territory and the committees established by the JBNQA for appropriate action. Every year, the JBACE submits a report of its activities to the Agreement signatories.

1 Government of Canada, gouvernement du Québec, Cree Regional Authority or councils of the Cree First Nations.

2 See appendices 5 and 6.

Territory covered by the environmental and social protection regime



- Territory covered by the regime
- Cree Category I lands
- Cree Category II lands
- Southern limit of JBNQA Territory
- Interprovincial border

* Oujé-Bougoumou Category I and II lands are under negotiation
 ** The Washaw Sibi Eeyou Association is temporarily based in Amos

- Hydroelectric power station
- Active mine site
- Wildlife sanctuary
- Planned Québec national park
- Protected area

Sources

Land Division, wildlife area and mine site	MARNF	2006
Protected area	MDDEP	2006

Produced by

Direction générale de l'information géographique
 Ministère des Ressources naturelles et de la Faune, June 2006

Metadata

Map Projection Lambert Conic Conformal with two true-scale parallels maintained (40° and 60°)

0 100 km



Comité consultatif pour l'environnement de la Baie James
 James Bay Advisory Committee on the Environment
 ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

JBACE ACTIVITIES IN 2005-2006

The JBACE has already begun to see the fruits of its Strategic Plan 2005-2007.³ In just the first year, the plan resulted in more cohesive action and consensus-building that enabled the Committee to contribute to various issues, including the recycling pilot project in Wemindji.

In addition, the study report on the environmental and social impact assessment and review procedure for Category I lands and the adoption of 12 related recommendations constitute a major step towards renewing the environmental and social protection regime.

1. Sustainable Management of Residual Materials

a. Support for the recycling pilot project in Wemindji

The JBACE partnered with local organizations to promote integrated waste management. In conjunction with the Wemindji Cree First Nation and the Cree Regional Authority, it developed a recycling pilot project for this community.

To support this initiative, the JBACE hired two interns: Jean-François Luc Vachon, a graduate student who worked on the ground for three weeks, and Andrew Biron, a college student from Wemindji.

The interns worked with Wemindji's Local Environment Administrator,

Johnny Mark, to raise awareness about sustainable waste management and there was excellent participation from the community. With Mr. Mark's support, Mr. Vachon and Mr. Biron also prepared a draft sustainable waste management plan⁴ to serve as a model for all of the communities in the JBNQA Territory.

In fall 2005, Mr. Vachon continued working part-time for the JBACE, acting as coordinator between the local environment administrators and the organizations responsible for recycling.

b. Used tire collection



Under the used-tire recovery program, Recyc-Québec hired a transportation company to collect tires from the James Bay Cree communities. For the first time ever in the Territory, used tires were collected in 2004 and the operation continued in 2005. The JBACE, in conjunction with the CRA, facilitated coordination between the partners, enabling nearly 4000 tires to be removed from six communities. With as many tires left to be collected,

³ See Appendix 2.

⁴ The plan is available for downloading on the JBACE Web site under the section "Publications - Waste Management."

Recyc-Québec intends to complete the recovery operation in the James Bay in 2006.

c. Eligibility for recycling programs

The JBACE approached the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) about exploring ways to extend and adapt recycling programs to the JBNQA Territory. The MDDEP responded favourably by proposing the creation of a task force to examine the issue.

2. Study Report on the Impact Assessment and Review Procedure for Category I Lands

The JBACE mandated a firm to study the environmental and social impact assessment and review procedure as applied to Category I lands.⁵ A key role was given to the primary stakeholders in the procedure, namely, local proponents, local and regional governments, northern committees, government agencies and consultants.⁶

In follow up to the study, the JBACE adopted 12 recommendations targeted at environmental management of projects, strengthening of local authority and community consultation, among other things. During 2006-2007, the JBACE will focus its attention on updating the lists of

5 Lands set aside for the exclusive use of the James Bay Cree bands.

6 The study report is available on the JBACE Web site under the section "Publications – Assessment and Review Procedure."

projects automatically subject to and exempt from impact assessment.

3. Coordination of Forestry Action

The JBACE's mandate under the JBNQA includes examining forest management plans (FMP) before they are approved by the Minister of Natural Resources and Wildlife (par. 22.3.34). However, the same role was conferred on the Cree-Québec Forestry Board (CQFB) under the Agreement Concerning a New Relationship Between le Gouvernement du Québec and the Crees of Québec (ANRQC).

Since a new FMP must be filed for each new forest management unit in the James Bay Territory no later than April 2007, the JBACE met with representatives of the CQFB to minimize duplication.

4. Parks and Protected Areas

a. Implementation of the protected areas strategy

The JBACE encourages measures to preserve exceptional ecosystems, which is why it called on the MDDEP to explain how the Québec strategy on protected areas reflects the James Bay Territory.

The strategy pledges to designate 8% of the territory of Québec as protected areas by 2005. Currently, only 5.8% of Québec's land mass is protected in some form, including 3.2% of the James Bay Territory.

The JBACE manifested its concerns about the delay in implementing the strategy in the Territory. Despite these concerns, the MDDEP plans on announcing new park, biodiversity reserve and aquatic reserve projects in James Bay.⁷ Some of these projects are Cree initiatives, such as the Paakumshumwaau protected area proposed by the Wemindji Cree Nation.

b. Legislative amendments

Last year, the JBACE was consulted on proposed amendments to the *Parks Act* and the *Natural Heritage Conservation Act*. The amendments are intended to assign protected status to proposed parks more rapidly. To avoid duplication, the amendments



It must be pointed out that James Bay is the only region in Québec where land use is not governed by a master plan.

also provide for harmonization of the consultation processes applicable to proposed parks and protected areas, including the JBNQA environmental and social impact assessment and review procedure. The JBACE will be submitting comments on the proposed amendments in spring 2006.

5. Land Use Planning Initiatives

Currently, there is no public land use plan setting forth government directions for the James Bay Territory.

The JBACE intends to participate in the development of such a plan so as to ensure that it conforms to the guiding principles of the environmental and social protection regime. The Committee invited the Ministère des Ressources naturelles et de la Faune to work with regional organizations to develop a land use plan to provide a framework for the various types of development carried on in the Territory. The JBACE also recommended that the Cree First Nations adopt master plans for Category I lands.

6. Consultation on the Sustainable Development Plan

During the consultations on the Québec government's Sustainable Development Plan, the JBACE submitted a brief proposing that the related bill refer to the guiding principles of the environmental and social protection regime established by the JBNQA. The regime already enshrined the principles of sustainable development back in 1975.

Moreover, the Committee felt it was important to establish a mechanism

⁷ See map on page 4.

for aligning the functions of a future Sustainable Development Commissioner with the JBACE's oversight role.

The Québec government failed to act on the Committee's proposals when adopting the *Sustainable Development Act*.

7. Presence in the Territory

The JBACE hopes that holding meetings in the Territory will affirm its action on issues. For the consultations on the Sustainable Development Plan, the Committee travelled to Oujé-Bougoumou and Chibougamau to present its brief in person.

In January 2006, the JBACE held one of its meetings in Wemindji, reaffirming its engagement in the community's recycling pilot project. During the meeting, Wemindji's Local Environment Administrator and a JBACE intern gave the Band Council and Committee members a progress report on the project.

In addition, the Chairperson gave an enlightening presentation on the JBACE's role and the environmental and social impact assessment mechanisms provided for in the JBNQA. Such meetings enable a better understanding of the JBACE's role and the assessment mechanisms as well as helps the JBACE become more attuned to the communities' needs.

CONCLUSION

The strategic directions for the coming year will require the collaboration of the JBACE's members and partners. The accomplishments achieved in

2005-2006 will help ensure a successful outcome.

The JBACE must follow up on its past actions with partners, including sustainable waste management and the recommendations regarding impact assessment and review of projects on Category I lands.

In addition, the Committee voiced its intention to propose an update of the impact assessment and review procedure as a whole. Reviewing the developments subject to and exempt from impact assessment (schedules 1 and 2 of Section 22) will be a priority in 2006-2007.

APPENDIX 1

COMPOSITION AND MEETINGS OF THE JBACE

A. Composition of the JBACE

Members appointed by the Cree Regional Authority (CRA)

Glen Cooper, CRA

George L. Diamond, Cree Board of Health and Social Services

Ginette Lajoie, CRA, Chairperson

Diom Romeo Saganash, CRA, Vice-Chairperson

Members appointed by Canada

François Boulanger, Canadian Environmental Assessment Agency (until January 31, 2006)

Annie Déziel, Canadian Environmental Assessment Agency (since February 1, 2006)

Chantal Leblanc-Bélanger, Indian and Northern Affairs Canada

Maryse Lemire, Fisheries and Oceans Canada (since September 12, 2005)

Claude Saint-Charles, Environment Canada

Gilles H. Tremblay, Fisheries and Oceans Canada (until September 11, 2005)

Members appointed by Québec

Guy Demers, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs

Marian Fournier, Ministère des Ressources naturelles et de la Faune - Secteur Forêt

Pierre Moses, James Bay Municipality

Ex-officio member appointed by the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee:

Willie Iserhoff, CRA

B. Secretariat

Marc Jetten, executive secretary
Louise Bélanger, secretariat officer
Jean-François Luc Vachon, intern
Andrew Biron, intern

C. JBACE meetings

The JBACE held four meetings in 2005-2006:

140th meeting	Montréal, April 6, 2005
141st meeting	Québec, June 7, 2005
142nd meeting	Montréal, October 12, 2005
143rd meeting	Wemindji, January 25, 2006



APPENDIX 2

STRATEGIC DIRECTIONS FOR 2005-2007 AND RESULTS

<i>Issue</i>	<i>Strategic directions</i>	<i>Results</i>
<p>IMPACT ASSESSMENT AND REVIEW PROCEDURE</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Review the lists of developments automatically subject to and exempt from impact assessment, in accordance with paragraphs 22.5.1 and 22.5.2 of the JBNQA. • Develop a consultation framework that is better adapted to the communities within the JBNQA Territory. • Promote the incorporation of Aboriginal traditional knowledge into environmental and social assessment. • Examine current post-project follow-up mechanisms to see if they are still appropriate. • Foster harmonization of environmental assessment procedures, notably through implementation of the related provisions of the JBNQA. 	<ul style="list-style-type: none"> • Slated for 2006-2007 • Recommendation for a stronger mechanism to take community concerns into account at key project stages. • - • Recommendation that management plans include implementation mechanisms for the planned mitigation measures. • -
<p>SUSTAINABLE DEVELOPMENT OF THE TERRITORY</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Promote integration and coordination of the various land use planning initiatives in the Territory. • Examine the appropriateness of considering environmental and social factors through strategic environmental assessment (SEA) of policy, plan and program proposals. 	<ul style="list-style-type: none"> • Letter sent to the MRNF requesting a progress report on the public land use plan and similar initiatives. • -

<i>Issue</i>	<i>Strategic directions</i>	<i>Results</i>
<p>SUSTAINABLE MANAGEMENT OF RESIDUAL MATERIALS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Push for a regulatory framework for sustainable waste management that is adapted to the James Bay Territory. • Promote the establishment of recycling, recovery and re-use programs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Letters to MDDEP and Recyc-Québec regarding access to recycling programs. • Concrete support for the recycling pilot project in Wemindji. • Coordination between Cree First Nations and recyclers.
<p>FOREST MANAGEMENT</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Clarify the exact role and mandate of the JBACE following implementation of the ANRQC. • Foster collaboration with the new bodies established by the ANRQC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Priority given to land use, traditional knowledge, biodiversity and legislative monitoring. • Meeting and information sharing with the Cree-Québec Forestry Board.
<p>DRINKING WATER QUALITY</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Make local governments aware of the importance of promoting application of appropriate water quality standards to protect public health. 	<ul style="list-style-type: none"> • -

APPENDIX 3

RECOMMENDATIONS REGARDING THE IMPACT ASSESSMENT AND REVIEW PROCEDURE FOR CATEGORY I LANDS

A. PROJECT PLANNING AND TRANSMISSION

Recommendation 1	<p>That the Cree Regional Authority (CRA) continue to inform the local environment administrators (LEA) and local authorities regarding the correct procedure for transmitting project information between the various committees:</p> <ul style="list-style-type: none">• The JBACE, in conjunction with the federal and Québec governments, will establish common directions in this regard.
Recommendation 2	<p>Review the project negotiation and funding processes to ensure that:</p> <ul style="list-style-type: none">• they provide for environmental studies and follow-up;• funding cycles reflect project planning and execution cycles.
Recommendation 3	<p>See that environmental impact statements provide for preparation of an environmental and social management plan that includes implementation and control mechanisms for each of the planned mitigation measures, as well as mechanisms for monitoring their effectiveness.</p>
Recommendation 4	<p>Regularly bring together community decision-makers, proponents and funders through seminars or special meetings to establish a common project planning and management framework that promotes integration of environmental concerns and application of the JBNQA procedures.</p>

B. STRENGTHENING OF LOCAL AUTHORITY

Recommendation 5	Strengthen the capacity of local environment administrators (LEA) by establishing a professional standard for this position and offering basic training to new LEAs.
Recommendation 6	Systemize the operational and technical support offered to communities by the CRA and governments.
Recommendation 7	Examine ways of equipping LEAs to assert their authority in the communities; for example by: <ul style="list-style-type: none">• creating an “LEA forum”;• preparing a code of ethics for LEAs;• preparing operational policies for proponents;• preparing handbooks for proponents and the public containing scoping criteria and the expected content of studies (general and/or by sector and/or according to project scope).

C. REGULATORY FRAMEWORK

Recommendation 8	Initiate a review of schedules 1 and 2, giving special attention to “municipal infrastructure” projects.
Recommendation 9	To ensure adequate natural resource and environmental management, the local governments should adopt, within a reasonable period of time, a master plan for Category I lands.

D. COMMUNITY CONSULTATION

Recommendation 10	Strengthen the mechanism allowing communities, including tallymen, to express local concerns during key project stages: <ul style="list-style-type: none">• during the preparation of directives for the environmental impact statement (scoping/screening);• during the impact review stage.
Recommendation 11	Examine the operation and effectiveness of consultation/participation mechanisms used in past projects.
Recommendation 12	Make project and decision registries public and easily accessible.



Cooper Digital Productions

APPENDIX 4

FINANCIAL STATEMENTS 2005-2006

[TRANSLATION]

JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

**FINANCIAL STATEMENTS AND
REVIEW ENGAGEMENT REPORT**

AS AT MARCH 31, 2006

Review Engagement Report	1
Balance Sheet	2
Statement of Financial Activities	3
Statement of Accumulated Surplus	4
Notes to Financial Statements	5 - 8
Supplementary Information Operating Expenditures	SCHEDULE A

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

[TRANSLATION]

REVIEW ENGAGEMENT REPORT

To the members of the
JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT

We have reviewed the balance sheet of the JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT as at March 31, 2006, and the statements of financial activities and accumulated surplus for the year then ended. These financial statements were prepared in accordance with Canadian generally accepted accounting principles regarding differential reporting by non-publicly accountable organizations, as mentioned in Note 2 of the financial statements. Our review was made in accordance with Canadian generally accepted standards for review engagements and accordingly consisted primarily of enquiry, analytical procedures and discussion related to information supplied to us by the Committee.

A review does not constitute an audit and, consequently, we do not express an audit opinion on these financial statements.

Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that these financial statements are not, in all material respects, in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

[ORIGINAL SIGNED]

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

Victoriaville,
June 27, 2006

79, Notre-Dame Est, Victoriaville (Québec) G6P 3Z4 - Téléphone: (819) 758-6236 - Télécopieur: (819) 758-9274
5385, 1^{ère} Avenue, Charlesbourg (Québec) G1H 2V5 Téléphone: (418) 648-8741 - Télécopieur: (418) 648-0955

Société en participation

BALANCE SHEET
AS AT MARCH 31, 2006
(Unaudited)

[TRANSLATION]

	2006	2005
ASSETS		
CURRENT ASSETS		
Cash	\$33 657	\$42 468
Receivables (Note 4)	72 926	7 661
Prepaid expenses	1 829	2 454
	<u>108 412</u>	<u>52 583</u>
INVESTMENTS (Note 5)	422 116	452 062
FIXED ASSETS (Note 6)	9 554	11 746
	<u>\$540 082</u>	<u>\$516 391</u>
LIABILITIES		
CURRENT LIABILITIES		
Accounts payable and accruals (Note 7)	\$34 989	\$62 947
MEMBERS' EQUITY		
Accumulated surplus	505 093	453 444
	<u>\$540 082</u>	<u>\$516 391</u>
CONTRACTUAL COMMITMENT (Note 8)		

DIRECTOR'S SIGNATURE

[ORIGINAL SIGNED]

_____, Director

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

**STATEMENT OF FINANCIAL ACTIVITIES
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2006
(Unaudited)**

[TRANSLATION]

	2006	2005
INCOME		
Subsidy	\$251 000	\$251 000
OPERATING EXPENDITURES (SCHEDULE A)	204 933	185 815
	<u> </u>	<u> </u>
SURPLUS	46 067	65 185
	<u> </u>	<u> </u>
OTHER FINANCIAL ACTIVITIES		
Interest income	3 989	8 543
Other income	1 593	1 593
	<u> </u>	<u> </u>
	5 582	10 136
	<u> </u>	<u> </u>
SURPLUS FOR THE YEAR	\$51 649	\$75 321
	<u> </u>	<u> </u>

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

**STATEMENT OF ACCUMULATED SURPLUS
FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 2006
(Unaudited)**

[TRANSLATION]

	<u>TOTAL 2006</u>	<u>TOTAL 2005</u>
ACCUMULATED SURPLUS, BEGINNING OF YEAR	\$453 444	\$378 123
ALLOCATED	--	--
SURPLUS FOR THE YEAR	51 649	75 321
	<u> </u>	<u> </u>
ACCUMULATED SURPLUS, END OF YEAR	<u>\$505 093</u>	<u>\$453 444</u>

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
AS AT MARCH 31, 2006
(Unaudited)**

[TRANSLATION]

1. GOVERNING STATUTES AND NATURE OF OPERATIONS

The James Bay Advisory Committee on the Environment was established by Section 22 of the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA) and Chapter II of the Environment Quality Act (R.S.Q., c. Q-2) for the primary purpose of reviewing and overseeing the administration and management of the environmental and social protection regime established by and in accordance with Section 22 of the JBNQA.

2. ACCOUNTING POLICIES

Differential Reporting

By unanimous consent of its members, the Committee has prepared its financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles, following the differential recording rules for non-publicly accountable enterprises:

Financial Instruments

The Committee has chosen not to disclose information on the fair value of financial assets and liabilities where the value is not readily obtainable. The fair value of other assets and liabilities is reported as follows:

The fair value of cash, amounts receivable, notes payable, bank borrowings, accrued expenses and dividends payable corresponds to their book value given their maturity.

Investments

Investments are recorded at cost.

Fixed Assets

Fixed assets are recorded at cost and depreciated over their estimated useful life according to the following methods and rates:

Furniture and equipment	Diminishing balance	20%
Computer equipment	Diminishing balance	30%

3. STATEMENT OF CASH FLOW

A statement of cash flow is not presented, as it would not provide any new, useful information to facilitate the understanding of the changes in cash position during the fiscal year.

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
AS AT MARCH 31, 2006
(Unaudited)**

[TRANSLATION]

	<u>2006</u>	<u>2005</u>		
4. RECEIVABLES				
Subsidy receivable	\$62 750	\$ --		
Taxes	5 403	5 038		
Advance to the HFTCC	2 071	2 623		
Advance to the parties	2 702	--		
	<u>\$72 926</u>	<u>\$7 661</u>		
5. INVESTMENTS				
Term deposit, 1.65%, maturing in September 2006	\$ 92 000	\$ --		
Term deposit, 1.65%, maturing in September 2006	129 116	--		
Term deposit, 3.43%, maturing in August 2008	90 000	90 000		
Term deposit, 3.5%, maturing in May 2009	111 000	111 000		
Term deposit, 1.7%, maturing in June 2005	--	50 062		
Term deposit, 1.75%, maturing in October 2005	--	11 000		
Term deposit, 1.75%, maturing in October 2005	--	50 000		
Term deposit, 1.5%, maturing in December 2005	--	140 000		
	<u>\$422 116</u>	<u>\$452 062</u>		
6. FIXED ASSETS				
	2006	2005		
	Cost	Accumulated depreciation		
	Net book value	Net book value		
Furniture and equipment	\$11 451	\$ 5 495	\$ 5 956	\$ 4 886
Computer equipment	10 821	7 223	3 598	6 860
	<u>\$22 272</u>	<u>\$12 718</u>	<u>\$9 554</u>	<u>\$11 746</u>

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
AS AT MARCH 31, 2006
(Unaudited)**

[TRANSLATION]

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
7. ACCOUNTS PAYABLE AND ACCRUALS		
Suppliers	\$ 983	\$ 191
Owed to the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	29 134	58 268
Owed to the HFTCC	<u>4 872</u>	<u>4 488</u>
	<u>\$34 989</u>	<u>\$62 947</u>

8. CONTRACTUAL COMMITMENT

The governments of Canada and Québec and the Cree Regional Authority¹⁾ grant an annual subsidy of \$251 000 to the JAMES BAY ADVISORY COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT. Of this amount, the JBACE must transfer \$30 000 to the Evaluating Committee (COMEV) to cover the costs of operating its secretariat in the offices of the Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. The JBACE is not required to cover the amount of expenditures in excess of \$30 000. During the year, COMEV incurred the following expenditures for its secretariat:

Salaries, wages, benefits	\$34 739
Translation	1 315
Food and lodging	141
Messenger services and photocopying	<u>38</u>
	<u>\$36 233</u>

¹⁾ In conformity with paragraph 10.5 of the ACNRQC:

« For the period of April 1st, 2002 to March 31st, 2052, the Cree Regional Authority will contribute half of Québec's shares of the funding for the regular and normal secretariat services of the James Bay Advisory Committee on the Environment and of the Evaluating Committee provided for in Section 22 of the JBNQA (...) »

9. FINANCIAL INSTRUMENTS

Interest Rate Risk

The Committee manages its investment portfolio based on its cash-flow needs in such as way as to maximize its interest income. During the year, the effective interest rate on long-term investments varied between 1.65% and 3.5% (2005, 1.5% and 3.5%).

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

SCHEDULE A

**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS
AS AT MARCH 31, 2006
(Unaudited)**

[TRANSLATION]

	2006	2005
OPERATING EXPENDITURES		
Salaries, wages, benefits	\$72 214	\$69 616
Telecommunications	2 504	3 485
Rent (office space)	22 045	16 090
Travel expenses	10 826	1 119
Translation	17 751	14 680
Photocopying	4 028	4 655
Messenger services, postage	1 390	1 351
Office supplies, furniture and computer equipment	5 021	4 075
Expert opinions, meeting expenses	1 596	765
Bad debts	--	365
Insurance	415	591
Dues, fees, memberships, conferences	409	760
Professional fees	1 462	1 435
Advisory expenses	30 144	28 016
Training	1 464	1 201
Internet	484	4 356
Interest, bank charges	258	106
Amortization	2 922	3 149
	<hr/>	<hr/>
	\$174 933	\$155 815
Expenditures attributable to COMEV	30 000	30 000
	<hr/>	<hr/>
	204 933	185 815
	<hr/>	<hr/>

RUEL GIROUX DORION
Chartered Accountants

APPENDIX 5

COMPOSITION AND MEETINGS OF THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV)

A. Composition

Members appointed by Québec

Daniel Berrouard
Mireille Paul

Members appointed by the Cree Regional Authority (CRA)

Brian Craik
Philip Awashish, Chairperson

Members appointed by Canada

Éric Giroux
Jacques Grondin

B. Meetings

In 2005-2006, the Evaluating Committee held six meetings:

205th	Quebec City, April 28, 2005;
206th	Quebec City, June 29, 2005;
207th	Montreal, July 14, 2005;
208th	Montreal, December 14, 2005;
209th	Montreal, February 7, 2006;
210th	Montreal, March 29, 2006.

APPENDIX 6

**TABLE OF PROJECTS SUBMITTED TO
THE EVALUATING COMMITTEE (COMEV)
AND THE REVIEW COMMITTEE (COMEX)⁸**

PROJECT	PROPONENT	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEV RECOMMENDATION	COMEX RECOMMENDATION
Eastmain 1-A power station / Rupert diversion	Hydro-Québec	Yes	--	Pending (jointly with federal review panel)
Micro-power station	Mirage Outfitter	Yes	--	Pending
Construction and operation of a laminated beam factory in Mistissini	Cree Nation of Mistissini and Les Chantiers Chibougamau	Yes	--	Pending
Development of traditional fishing sites on the Eastmain and Eau Froide rivers	Eastmain Cree Nation	Yes	--	Pending
Installation of a temporary wharf at Old Post	Waswanipi Cree Nation	No	--	--
Development of the vanadium deposit at Lake Doré and a metallurgical complex	McKenzie Bay Resources	Yes	--	Pending
Fenelon mining project	American Bonanza Gold Corp.	Yes	--	Pending
Troilus mining project (changes to certificate of authorization)	Inmet Mining Corporation	Yes	--	Continue reflection on effluent monitoring

⁸ No projects were submitted to the federal Review Panel (COFEX-South) in fiscal year 2005-2006.

PROJECT	PROPONENT	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COME V RECOMMENDATION	COMEX RECOMMENDATION
Mineral exploration and development of the Foxtrot property	Ashton/SOQUEM	No	Inform tallymen and, if possible, use Cree workers	--
Mineral exploration (bulk sampling and upgrading of an existing road on the Clearwater property)	Eastmain Resources Inc.	--	Additional information requested	--
Factory hog farm	Chapais Economic Development Corporation	Yes	--	Pending
Expansion of the Chibougamau sanitary landfill	City of Chibougamau	Yes	--	Pending
Broadback access road	Abitibi-Consolidated of Canada	Yes	--	Pending
Albanel-Témiscamie-Otish park	Min. du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP)	Yes	--	Pending
Creation of 8 protected areas	MDDEP	Yes	--	Pending
Contaminated soil remediation	Les Entreprises Sogersol inc.	No	Obtain the required authorizations for this type of project	--
Incinerator ash disposal site	Wemindji Cree Nation	Yes	Expand on various aspects of the impact study before sending it to COMEX	--
Eastmain River bank stabilization (2nd phase)	Eastmain Cree Nation	No	Obtain the required authorizations for this type of project	--

PROJECT	PROPONENT	SUBJECT TO IMPACT ASSESSMENT	COMEY RECOMMENDATION	COMEX RECOMMENDATION
Control of stinging insects, Eastmain and Nemiscau camps	Société d'énergie de la Baie James (SEBJ)	No	<ul style="list-style-type: none"> • Give the tallymen concerned advance notice of the spraying schedule • Send a copy of the spraying report to COMEV 	--
Control of stinging insects in Radisson (2006-2009)	GDG Environnement (for Radisson)	No	Send a copy of the project report to COMEV	--
Brisay wind energy project	Yuddin Energy Inc.	Yes	--	Pending
Chisasibi wind energy project	Yuddin Energy Inc.	Yes	--	Pending
Bank stabilization, Block D, Chisasibi	Hydro-Québec	--	Additional information requested	--
Development of high ground in Chisasibi	SEBJ	No	--	--



Cooper Digital Productions

